

F. 2002 — 3044

[C — 2002/29418]

11 JUILLET 2002. — Décret relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux membres des personnels des établissements d'enseignement fondamental ordinaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° formation en cours de carrière : celle qui inclut tant les formations pouvant être suivies dans le cadre de la fonction occupée par l'enseignant (formation continuée) que celles, dans le cadre de la préparation à l'exercice d'une fonction de sélection ou de promotion (l'un des volets de la formation complémentaire);

2° décret école de la réussite : le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

3° décret missions : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

4° décret organisation : le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

5° décret pilotage : le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

6° organe de représentation et de coordination : tout organe reconnu conformément à l'article 74 du décret missions;

7° opérateur de formation : toute personne physique ou morale chargée d'assurer une formation en cours de carrière;

8° équipe éducative : l'ensemble des membres du personnel exerçant leur fonction dans une même école;

9° activités pédagogiques d'animation : celles qui sont organisées pour encadrer les élèves, dont les cours ont été remplacés pour permettre à leur(s) enseignant(e)(s) de bénéficier d'une formation en cours de carrière;

10° horaire : emploi du temps des membres du personnel indiquant le cadre de leurs prestations, tel que défini dans le décret organisation;

11° institut de la formation en cours de carrière : celui qui est visé au titre II du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

12° commission de pilotage : commission de pilotage prévue par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *De l'organisation générale et des objectifs de la formation en cours de carrière*

Art. 3. § 1^{er}. La formation en cours de carrière est organisée en trois niveaux :

1° au niveau macro : par l'Institut de la formation en cours de carrière, pour l'ensemble des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Elle porte sur la capacité à mettre en œuvre la pédagogie des compétences permettant d'atteindre les niveaux déterminés par les socles de compétences et sur tout autre thème commun à l'ensemble des niveaux et réseaux d'enseignement;

2° au niveau meso : par l'Institut de formation en cours de carrière, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par chaque organe de représentation et de coordination reconnu par le Gouvernement, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Elle est organisée par un pouvoir organisateur s'il n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination.

Elle porte prioritairement sur la formation à la mise en œuvre du projet éducatif, du projet pédagogique et des programmes tels que définis par les pouvoirs organisateurs ou leurs organes de représentation et de coordination, en application du décret missions;

3° au niveau micro : par le directeur ou la directrice, pour chaque établissement organisé par la Communauté française, et par le pouvoir organisateur, pour chaque établissement subventionné par la Communauté française, ou, en commun, par plusieurs d'entre eux.

Elle porte prioritairement sur la formation à la mise en œuvre du projet d'établissement, en application du décret missions.

§ 2. A l'exception de l'objectif visé à l'article 4, chaque niveau, visé à l'article 3, § 1^{er}, est seul compétent pour couvrir les objectifs qui sont déterminés, pour chacun des niveaux.

Art. 4. Chaque niveau, visé à l'article 3, § 1^{er}, a pour objectif commun la poursuite du développement des compétences déterminées à l'article 3 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents.

CHAPITRE III. — *Des types et du nombre de journées de formation en cours de carrière*

Art. 5. La formation en cours de carrière est agencée, d'une part, sur une base volontaire et, d'autre part, sur une base obligatoire.

Art. 6. La formation agencée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours par année, sauf lorsqu'elle se déroule durant l'horaire du membre du personnel; en ce cas, elle ne peut, sauf dérogation introduite par le directeur ou la directrice, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, et accordée par le Gouvernement, dépasser dix demi-jours par année scolaire. Durant ces demi-jours, les élèves sont tenus à la fréquentation normale de l'école.

La formation agencée sur la base volontaire s'inscrit, au choix du membre du personnel, dans n'importe quel niveau visé à l'article 3, § 1^{er}.

Quand elle se déroule durant l'horaire du membre du personnel, la formation en cours de carrière est soumise à l'autorisation du directeur ou de la directrice, dans l'enseignement de la Communauté française, et du pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Tout refus d'autorisation fait l'objet d'une motivation formelle, laquelle consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations servant de fondement à la décision et est adéquate à ladite décision.

Art. 7. § 1^{er}. La formation agencée sur la base obligatoire s'impose à tout membre du personnel en fonction dans un établissement nommé ou engagé à titre définitif.

Elle s'impose à tout membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire si elle s'inscrit dans son horaire.

§ 2. La formation agencée sur la base obligatoire comprend six demi-jours par année scolaire.

Ce nombre est réparti de la manière suivante :

1° deux demi-jours pour les formations organisées au niveau macro, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1°;

2° quatre demi-jours pour les formations organisées au niveau méso, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 2°, et/ou au niveau micro, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 3°. Le choix du (des) niveau(x) est déterminé par le directeur ou la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 3. Les six demi-jours visés au § 2 sont portés progressivement à dix demi-jours par année scolaire sur décision du Gouvernement, dès que ce dernier crée et alimente en fonction des moyens disponibles l'enveloppe budgétaire visée à l'article 21, § 3, après qu'il a pris connaissance du titre particulier portant sur les propositions notamment en matière d'organisation et de moyens disponibles traité dans le rapport visé à l'article 20, alinéa 1, 3°, et après qu'il a procédé à des négociations, conformément à la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, sur l'affectation de ladite enveloppe budgétaire.

Lorsque ce nombre est porté à 10, il est réparti de la manière suivante :

1° cinq demi-jours pour les formations organisées au niveau macro, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1°;

2° cinq demi-jours pour les formations organisées au niveau méso, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 2°, et/ou au niveau micro, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 3°. Le choix du (des) niveau(x) est déterminé par le directeur ou la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

A l'exception des six demi-jours visés à l'article 16 du décret organisation, les demi-jours visés à l'alinéa 1^{er} sont organisés en dehors du temps de présence des élèves à l'école et peuvent être prestés endéans un délai de trois années scolaires consécutives. Toutefois, ils peuvent être prestés durant le temps de présence des élèves à l'école, par les membres du personnel qui n'ont pas, durant ce temps, charge de classes.

Les formations suivies durant les mois de juillet et août sont considérées comme faisant partie de l'année scolaire suivante.

§ 4. Le nombre de journées de formation obligatoire est, en cas d'emploi à temps partiel, réduit au prorata de l'horaire presté.

CHAPITRE IV. — *Du niveau macro*

Art. 8. § 1^{er}. L'Institut de la formation en cours de carrière organise les formations au niveau macro sur la base d'orientations et thèmes prioritaires proposés par la Commission visée à l'article 20 et approuvés par le Gouvernement.

Les modalités de publicité et d'inscription aux formations sont définies par le Gouvernement.

§ 2. Toutefois, un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné non affilié à un organe de représentation et de coordination peut introduire au Gouvernement une demande motivée afin d'être dispensé de l'intervention de l'Institut précité. Dans ce cas, il prend en charge lui-même l'organisation de ces formations et délivre les attestations de fréquentation sous le contrôle de l'inspection.

Le Gouvernement détermine la procédure d'examen des demandes de dérogation.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 16 du décret organisation et sur la base d'une proposition motivée par la Commission visée à l'article 20 sur le choix des opérateurs chargés de mettre en œuvre les formations, le Gouvernement choisit et charge les opérateurs de formation d'assurer, selon les conditions et modalités qu'il détermine, les formations.

En cas d'accord avec la proposition formulée par la Commission, le Gouvernement en informe, dans les plus brefs délais, l'Institut de la formation en cours de carrière.

En cas de désaccord avec la proposition formulée par la Commission, le Gouvernement lui demande une nouvelle proposition dans les quinze jours. A défaut d'une nouvelle proposition ou en cas de désaccord avec la nouvelle proposition, le Gouvernement choisit et charge les opérateurs de formation d'assurer, selon les conditions et modalités qu'il détermine, les formations. Il en informe, dans les plus brefs délais, la Commission.

CHAPITRE V. — *Du niveau meso*

Art. 10. Sans préjudice des articles 3 et 4, l'Institut de formation en cours de carrière, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque organe de représentation et de coordination ou chaque pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, déterminent, chacun pour ce qui le concerne et dans le respect des projet éducatif et axes majeurs du projet pédagogique, visés aux articles 63, 64 et 65 du décret missions, un programme de formation, qui comprend a minima l'intitulé et les objectifs poursuivis par la formation, le public cible, l'identité des opérateurs de formation et les critères déterminant le choix de ceux-ci.

Les modalités de publicité et d'inscription aux formations sont définies par le Gouvernement.

Art. 11. Chaque programme de formation est, selon les modalités fixées par le Gouvernement, présenté pour avis à la Commission visée à l'article 20, puis, pour approbation, au Gouvernement.

En cas de désaccord avec tout ou partie du programme de formation formulé par un organe de représentation et de coordination ou par un pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, le Gouvernement demande une nouvelle proposition dans les quinze jours.

CHAPITRE VI. — *Du niveau micro*

Art. 12. § 1^{er}. Chaque équipe éducative se réunit pour élaborer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un plan de formation.

Le plan de formation doit au minimum :

- 1° formuler les orientations souhaitées en matière de formation;
- 2° faire lien avec le projet d'établissement visé à l'article 67 du décret missions.

§ 2. Le directeur ou la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, organisent les formations, sur la base du (des) plan(s) de formation élaboré(s) par leur(s) équipe(s) éducative(s).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, peut, quant à l'organisation des formations, s'en remettre à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié.

§ 3. Dans l'enseignement de la Communauté française, l'organisation de la formation du niveau micro est soumise à l'avis du comité de concertation de base.

Dans l'enseignement officiel subventionné, l'organisation de la formation du niveau micro est soumise à l'avis de la commission paritaire locale.

Dans l'enseignement libre subventionné, l'organisation de la formation du niveau micro se fait conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprises, ou, à défaut, au comité pour la protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locale, ou, à défaut, avec les délégations syndicales.

Les modalités de publicité et d'inscription aux formations sont définies par le Gouvernement.

Art. 13. § 1^{er}. Selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement, le directeur ou la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, choisissent et chargent les opérateurs de formation d'assurer les formations.

§ 2. Selon les conditions et modalités définies par le Gouvernement, le directeur ou la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, peuvent développer des actions de compagnonnage telles que définies à l'article 1^{er}, 5^o, du décret école de la réussite. Elles sont assimilées à des formations.

CHAPITRE VII. — *Des membres du personnel en formation en cours de carrière*

Art. 14. Les membres du personnel qui participent à une formation, sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci.

Les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi qui suivent la formation sont rappelés, à titre provisoire, en activité de service.

Art. 15. § 1^{er}. Les formations organisées conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1^o et 2^o, sont accessibles, aux mêmes conditions d'accès, à tout membre de personnel, quelle que soit l'école dans laquelle il exerce ses prestations.

§ 2. Les candidats ou candidates à un poste de membre du personnel, qui ne bénéficient pas d'une désignation ou d'un engagement à titre temporaire, peuvent participer aux formations organisées conformément à l'article 3, § 1^{er}, aux conditions que le Gouvernement détermine.

Art. 16. Pour les élèves des membres du personnel en formation en cours de carrière, le directeur ou la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, décident, sans préjudice de l'article 16 du décret organisation, si les cours sont maintenus ou remplacés.

Si les cours sont maintenus, lesdits membres du personnel sont remplacés, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, par d'autres membres du personnel, par des membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à cet effet ou par des étudiants effectuant leur stage dans le cadre des accords de collaboration visés à l'article 23 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents.

Si les cours sont remplacés, des activités pédagogiques d'animation sont, selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement, organisées pour encadrer les élèves.

Art. 17. Une attestation de fréquentation est délivrée au terme des formations, dans les cas et selon les modalités fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Des formateurs*

Art. 18. § 1^{er}. Lorsqu'un membre du personnel est opérateur de formation, il ne peut, par année de formation, dispenser plus de vingt demi-jours de formation durant son horaire, sauf s'il est en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 2. Les membres du personnel qui donnent une formation, sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci.

Les membres du personnel qui sont en disponibilité par défaut d'emploi peuvent donner une formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service ou à un rappel en service.

Art. 19. Les opérateurs de formation sont :

1° les membres du personnel directeur et enseignant, le personnel auxiliaire d'éducation, les services d'inspection et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux;

2° le service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française;

3° les "chargés de mission", conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret congés pour missions;

4° les animateurs pédagogiques, conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, du décret école de la réussite;

5° experts nationaux ou internationaux;

6° les institutions universitaires;

- 7° les hautes écoles;
- 8° les écoles et instituts supérieurs de pédagogie;
- 9° les écoles supérieures des arts;
- 10° les instituts supérieurs d'architecture;
- 11° les établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 12° les établissements d'enseignement à horaire réduit;
- 13° les organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française;
- 14° les associations sans but lucratif;
- 15° les fédérations sportives;
- 16° les représentants du Conseil de l'Europe, de la Communauté européenne et de l'OCDE.

Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent en outre répondre les opérateurs de formation visés au § 1^{er}, 5° et 13° à 16°, afin de vérifier leur capacité à dispenser des formations. Ces conditions auront notamment trait à l'expérience de l'opérateur, aux formations qu'il a déjà dispensées, aux garanties professionnelles et financières qu'il représente.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés au premier alinéa, 1° et 2°, peuvent être chargés de dispenser les formations.

CHAPITRE IX. — *De la Commission de pilotage des enseignements organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 20. Outre les missions qui lui sont dévolues à l'article 3 du décret de pilotage, la Commission de pilotage est chargée de :

1° établir et transmettre au Gouvernement des critères d'évaluation portant, d'une part, sur l'adéquation des formations proposées par les différents opérateurs aux objectifs fixés à l'article 3, § 1^{er}, 1° et permettant, d'autre part, à l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière de procéder à leur évaluation, conformément à l'article 26, alinéa 1^{er}, 2°, de ce même décret.

2° consacrer, dans son rapport annuel, un titre particulier à la formulation de propositions visant à adapter et ou améliorer les formations visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°. La Commission se fondera pour ce faire notamment sur les évaluations réalisées par l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret précité.

3° formuler, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques, des propositions afin de favoriser la cohérence des formations organisées conformément au présent décret. Ces propositions font, elles aussi, l'objet d'un titre particulier dans son rapport annuel.

A cet effet, l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret précité, chaque organe de représentation et de coordination et chaque pouvoir organisateur non affilié à l'un de ces organes transmet, chaque année, à la Commission de pilotage l'évaluation des formations visées à l'article 3, § 1^{er}, 2°.

De même, chaque établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, transmet, chaque année, à la Commission de pilotage, dans son rapport d'activités, son évaluation des formations réalisées au niveau visé à l'article 3, § 1^{er}, 3°.

CHAPITRE X. — *Des moyens budgétaires*

Art. 21. § 1^{er}. Les crédits affectés à la formation en cours de carrière sont répartis à raison de :

- 1° 34 % pour les formations organisées conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1°;
- 2° 31 % pour les formations organisées conformément à l'article 3, § 1^{er}, 2°;
- 3° 20 % pour les formations organisées conformément à l'article 3, § 1^{er}, 3°;
- 4° 6 % pour les remplacements des membres du personnel visé à l'article 16, alinéa 2, et encadrement des élèves visé à l'article 16, alinéa 3, organisés au niveau visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°;
- 5° 9 % pour les remplacements des membres du personnel visé à l'article 16, alinéa 2, et encadrement des élèves visé à l'article 16, alinéa 3, organisés aux niveaux visés à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 3°.

§ 2. Pour le niveau visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés à la formation en cours de carrière. Ils ne peuvent être supérieurs à 10 % des crédits visés au § 1^{er}, 1°.

Pour le niveau visé à l'article 3, § 1^{er}, 2°, les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés à la formation en cours de carrière. Ils ne peuvent être supérieurs à 10 % des crédits visés au § 1^{er}, 2°.

Pour le niveau visé à l'article 3, § 1^{er}, 3°, les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés à la formation en cours de carrière. Ils ne peuvent être supérieurs à 5 % des crédits visés au § 1^{er}, 3°.

§ 3. Une enveloppe budgétaire, complémentaire aux crédits visés au § 1^{er}, est consacrée par décision du Gouvernement, aux frais de déplacement, de repas ou de séjour liés à la formation, occasionnés par les demi-jours supplémentaires évoqués à l'article 7, § 3, alinéa 3.

Art. 22. Pour l'exécution de l'article 21, § 1^{er}, 2°, les crédits sont répartis entre le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et les différents organes de représentation et de coordination ou les différents pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, en proportion des emplois créés ou subventionnés, conformément au chapitre V du décret organisation, pour l'enseignement maternel ordinaire et du capital périodes, calculé conformément au chapitre IV du même décret, pour l'enseignement primaire ordinaire.

Pour l'exécution de l'article 21, § 1^{er}, 3°, les crédits sont répartis entre les différents établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française, en proportion des emplois créés ou subventionnés, conformément au chapitre V du décret organisation, pour l'enseignement maternel ordinaire et du capital périodes, calculé conformément au chapitre IV du même décret, pour l'enseignement primaire ordinaire.

CHAPITRE XI. — *Du contrôle des formations en cours de carrière*

Art. 23. Les services d'inspection et les services de vérification, chacun pour ce qui les concerne, s'assurent, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- 1° de la réalisation des formations;
- 2° du respect des dispositions du présent décret;
- 3° de l'utilisation adéquate des crédits alloués;
- 4° de la participation effective des membres du personnel.

Art. 24. Pour l'exécution de l'article 23, toute personne impliquée, directement ou indirectement, par ou dans la formation met à la disposition des services d'inspection et des services de vérification toute information qu'ils requièrent.

Art. 25. Art. 25 A l'exception de l'inspecteur ou de l'inspectrice de la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, toute personne assumant un rôle dans le contrôle des formations, ne peut être impliquée, directement ou indirectement, comme formateur dans les niveaux visés à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 3°.

CHAPITRE XII. — *Dispositions modificatives*

Section 1^{re}. — Modification à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 26. Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est insérée la disposition suivante :

« § 2^{ter}. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à se conformer aux dispositions précitées et à rétablir la légalité. Le Gouvernement peut déléguer cette compétence à la ministre ou au ministre fonctionnellement compétent(e).

Si, à l'échéance du délai de trente jours calendrier visés à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice de 5 % des subventions accordées conformément au § 2.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité. »

Section 2. — Modification au décret école de la réussite

Art. 27. L'article 6, § 1^{er}, du décret école de la réussite est complété par l'alinéa suivant :

« En outre et sans préjudice des articles 9, 11 et 13 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, un nombre d'animateurs pédagogiques visés à l'alinéa 1^{er}, déterminé au § 2 du présent article, est chargé de coordonner et dispenser des formations telles que régies par ce décret. »

Art. 28. Dans l'article 6 du décret école de la réussite, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le nombre des animateurs s'élève à :

1° 37 dans l'enseignement officiel subventionné, à raison de 30 pour les missions visées à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er}, et de 7 pour celle visée à l'alinéa 2 du § 1^{er};

2° 37 dans l'enseignement libre confessionnel subventionné, à raison de 30 pour les missions visées à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} et de 7 pour celle visée à l'alinéa 2 du § 1^{er};

3° 8 dans l'enseignement de la Communauté française, à raison de 7 pour les missions visées à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} et 1 pour celle visée à l'alinéa 2 du § 1^{er};

4° 1 dans l'enseignement libre non confessionnel subventionné, pour les missions visées à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er}. »

Section 3. — Modification au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 29. Dans l'article 8 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots "et par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire" sont insérés entre les mots "Par dérogation aux articles 5, § 1^{er}, et 6, § 1^{er}, les congés pour mission accordés aux formateurs chargés de la formation en cours de carrière organisée par le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire" et ", peuvent porter sur un nombre d'heures inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes sans pouvoir être inférieur à un cinquième de ce nombre requis".

Section 4. — Modification au décret organisation

Art. 30. L'article 16 du décret organisation est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel :

1° de participer aux deux demi-jours de formation obligatoire visés parmi ceux de l'article 7, § 2, alinéa 2, 1°, et § 3, alinéa 2, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire. Ces demi-jours de formation sont dispensés par l'inspection de la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par l'inspection cantonale, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française;

2° de participer à quatre demi-jours de formation obligatoire visés parmi ceux de l'article 7, § 2, alinéa 2, 2°, et § 3, alinéa 2, 2°, du même décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, pour permettre l'organisation d'une journée supplémentaire de formation motivée par des circonstances exceptionnelles et organisée conformément à l'article 3, § 1^{er}, 3°, suspendre les cours pendant deux demi-jours.

En cas d'emploi à temps partiel, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou désigné ou engagé à titre temporaire n'est tenu de participer aux demi-jours de formation obligatoire visés aux alinéas 1^{er} et 2 qu'à la condition qu'ils soient inclus dans son horaire.

Pendant ces journées, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation normale de l'école. »

Art. 31. Dans les articles 18, 19, 20 et 21 du décret organisation, il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Dans l'hypothèse visée à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, le directeur ou la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, organisent l'horaire du membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif de façon à le libérer, sur une période de trois ans, un demi-jour par semaine durant une année scolaire.

L'alinéa premier ne s'applique pas au membre du personnel pour qui il est impossible de dégager, sur une période de trois années scolaires consécutives, une libération d'un demi-jour par semaine durant une année scolaire; une telle impossibilité est constatée par le Gouvernement, qui prend position sur base de l'avis rendu par le comité de concertation de base dans l'enseignement de la Communauté française, par la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et par les conseils d'entreprises, ou, à défaut, par le comité pour la protection du travail, ou, à défaut, par les instances de concertation locale, ou, à défaut, par les délégations syndicales dans l'enseignement libre subventionné. Ces organes de concertation sont saisis sur initiative du directeur ou de la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et du pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française. »

Art. 32. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret organisation :

« Article 23bis. Dans l'hypothèse visée à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, l'horaire du directeur ou de la directrice qui assure un horaire complet, est organisé de façon à lui libérer, sur une période de trois ans, un demi-jour par semaine durant une année scolaire.

L'alinéa premier ne s'applique pas au directeur ou à la directrice qui assure un horaire complet, pour qui il est impossible de dégager, sur une période de trois années scolaires consécutives, une libération d'un demi-jour par semaine durant une année scolaire; une telle impossibilité est constatée par le Gouvernement, qui prend position sur base de l'avis rendu par le comité de concertation de base dans l'enseignement de la Communauté française, par la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et par les conseils d'entreprises, ou, à défaut, par le comité pour la protection du travail, ou, à défaut, par les instances de concertation locale, ou, à défaut, par les délégations syndicales dans l'enseignement libre subventionné. Ces organes de concertation sont saisis sur initiative du directeur ou de la directrice, pour les établissements organisés par la Communauté française, et du pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française. »

Section 5. — Modification au décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 33. L'article 9 du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Dans l'enseignement fondamental ordinaire, l'Institut de la formation en cours de carrière organise, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, la formation en cours de carrière des membres du personnel œuvrant ou désirant œuvrer dans les classes-passerelles. »

Section 6. — Modification au décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française

Art. 34. Les termes "les décrets du 24 décembre 1990 et du 16 juillet 1993" de l'article 3, alinéa 1^{er}, 4° du décret pilotage, sont remplacés par les termes "le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière. »

CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 35. Le décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux est abrogé pour ce qui concerne la formation en cours de carrière dans l'enseignement fondamental ordinaire.

Art. 36. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002, sauf l'article 35 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

A titre transitoire, les formations organisées, dans l'enseignement fondamental ordinaire, pour les années scolaires 2001-2002 et 2002-2003 le sont conformément au décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

A titre transitoire, les missions incombant à l'Institut qui sont visées aux articles 3, § 1^{er}, 2^o, 10, alinéa 1^{er}, et 20, alinéa 2, sont assurées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 277-1. Amendements de commission, n° 277-2. Rapport, n° 277-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 3 juillet 2002.

—————
VERTALING

N. 2002 — 3044

[C – 2002/29418]

11 JULI 2002. — Decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden van de inrichtingen voor het gewoon basisonderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet verstaan we onder :

1° opleiding tijdens de loopbaan : deze die zowel de opleidingen omvat die kunnen worden gevolgd in het raam van het ambt uitgeoefend door de leerkracht (voortgezette opleiding) als deze in het raam van de voorbereiding op de uitoefening van een selectie- of bevorderingsambt (een van de luiken van de bijkomende opleiding);

2° decreet welslagen op school : het decreet van 14 maart 1995 betreffende de bevordering van het welslagen in de basisscholen;

3° takendecreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

4° organisatiedecreet : het decreet van 13 juli 1998 tot organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving;

5° begeleidingsdecreet : het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap;

6° vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan : ieder orgaan erkend overeenkomstig artikel 74 van het takendecreet;

7° opleider : iedere natuurlijke of rechtspersoon die een opleiding verstrekt tijdens de loopbaan;

8° opvoedingsteam : alle personeelsleden die hun ambt uitoefenen in eenzelfde school;

9° pedagogische animatieactiviteiten : deze die worden georganiseerd om de leerlingen te begeleiden wier vakken vervangen werden om hun leerkracht(en) toe te laten een opleiding te volgen tijdens de loopbaan;

10° lesopdracht : tijdsindeling van de personeelsleden die het kader van hun prestaties weergeeft, zoals bepaald in het organisatiedecreet;

11° instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan : datgene bedoeld in titel II van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

12° begeleidingscommissie : begeleidingscommissie bedoeld in het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Algemene organisatie en doelstellingen van de opleiding tijdens de loopbaan

Art. 3. § 1. De opleiding tijdens de loopbaan wordt georganiseerd op drie niveaus :

1° op het macroniveau : door het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, voor alle inrichtingen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Ze beoogt het vermogen om de vaardigheden op pedagogische wijze in de praktijk om te zetten zodat de in de eindtermen bepaalde niveaus worden bereikt alsook ieder ander thema dat gemeenschappelijk is voor alle onderwijsniveaus en -netten;

2° op het mesoniveau : door het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, voor het onderwijs dat wordt ingericht door de Franse Gemeenschap, en door ieder door de Regering erkend vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Deze opleiding wordt georganiseerd door een inrichtende macht als deze niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

Zij handelt prioritair over de opleiding gericht op het uitvoeren van het educatief project, van het pedagogisch project en van de programma's zoals bepaald door de inrichtende machten of hun vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, met toepassing van het takendecreet;

3° op het microniveau : door de directeur of de directrice, voor iedere inrichting die is ingericht door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, voor iedere door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichting of, gezamenlijk, door verschillende andere hen.

Zij handelt prioritair over de opleiding gericht op het uitvoeren van het inrichtingsproject, met toepassing van het takendecreet.

§ 2. Met uitzondering van de in artikel 4 bedoelde doelstelling is ieder in artikel 3, § 1, bedoeld niveau alleen bevoegd om de vooropgestelde doelstellingen te bereiken voor elkeen van de niveaus.

Art. 4. Ieder in artikel 3, § 1, bedoeld niveau heeft als gemeenschappelijk doel de ontwikkeling van de in artikel 3 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten bedoelde vaardigheden voort te zetten.

HOOFDSTUK III. — *Types en aantal opleidingsdagen tijdens de loopbaan*

Art. 5. De opleiding tijdens de loopbaan gebeurt deels op vrijwillige basis en is deels verplicht.

Art. 6. De opleiding op vrijwillige basis is niet beperkt in aantal halve dagen per jaar, behalve wanneer zij plaatsvindt tijdens de lesopdracht van het personeelslid; in dit geval mag zij niet meer bedragen dan tien halve dagen per schooljaar, behoudens afwijking ingediend door de directeur of de directrice, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en door de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, en door de Regering toegestaan. Tijdens deze halve dagen moeten de leerlingen de school normaal bezoeken.

De opleiding op vrijwillige basis gebeurt in eender welk niveau bedoeld in artikel 3, § 1, en naar keuze van het personeelslid.

Wanneer zij plaatsvindt tijdens de lesopdracht van het personeelslid is de opleiding tijdens de loopbaan ondergeschikt aan de toelating van de directeur of de directrice, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Iedere weigering wordt duidelijk met redenen omkleed en in de akte worden de pertinente argumenten vermeld die deze beslissing staven.

Art. 7. § 1. De verplichte opleiding geldt voor ieder personeelslid dat vast benoemd of in vast verband is aangesteld in een inrichting.

Zij geldt voor ieder tijdelijk aangesteld of angeworven personeelslid als zij in het verlengde ligt van zijn lesopdracht.

§ 2. De verplichte opleiding bestaat uit zes halve dagen per schooljaar.

Dit aantal wordt als volgt verdeeld :

1° twee halve dagen voor de opleidingen georganiseerd op macroniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°;

2° vier halve dagen voor de opleidingen georganiseerd op mesoniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 2°, en/of op microniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 3°. De keuze van het (de) niveau(s) wordt bepaald door de directeur of de directrice, in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

§ 3. De in § 2 bedoelde halve dagen worden, op beslissing van de Regering, geleidelijk gebracht op tien halve dagen per schooljaar zodra eerstgenoemde de in artikel 21, § 3, bedoelde begrotingsenveloppe heeft ingevoerd en naargelang de beschikbare middelen heeft gespijsd, na kennis te hebben genomen van de bijzondere titel over de voorstellen met name inzake organisatie en de beschikbare middelen behandeld in het verslag zoals bedoeld in artikel 20, eerste lid, 3°, en nadat zij is overgegaan tot onderhandelingen, overeenkomstig de wet van 19 september 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheden en de vakbonden van de ambtenaren die van deze overheden afhangen, over de bestemming van deze begrotingsenveloppe.

Wanneer het aantal op tien is gebracht, wordt dit als volgt verdeeld :

1° vijf halve dagen voor opleidingen georganiseerd op macroniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°;

2° vijf halve dagen voor de opleidingen georganiseerd op mesoniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 2°, en/of op microniveau, overeenkomstig artikel 3, § 1, 3°. De keuze van het (de) niveau(s) wordt bepaald door de directeur of de directrice, in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Met uitzondering van de zes halve dagen bedoeld in artikel 16 van het organisatiedecreet, worden de in het eerste lid bedoelde halve dagen georganiseerd buiten de uren waarop de leerlingen op school zijn en kunnen deze worden genomen binnen een termijn van drie opeenvolgende schooljaren. Ze kunnen evenwel worden genomen tijdens de uren waarop de leerlingen op school zijn, door de personeelsleden die dan geen lesopdracht hebben.

De opleidingen die worden gevolgd tijdens de maanden juli en augustus worden beschouwd als behorend tot het volgend schooljaar.

§ 4. Het aantal dagen verplichte opleiding wordt, bij een deeltijdse betrekking, verminderd in verhouding tot de gepresteerde lesopdracht.

HOOFDSTUK IV. — *Macroniveau*

Art. 8. § 1. Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan organiseert opleidingen op macroniveau op grond van prioritaire oriëntaties en thema's voorgesteld door de in artikel 20 bedoelde Commissie en goedgekeurd door de Regering.

De wijzen voor de bekendmaking en de inschrijvingen voor de opleiding worden bepaald door de Regering.

§ 2. Een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs die niet is aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinateorgaan kan evenwel bij de Regering een met redenen omklede aanvraag indienen teneinde te worden vrijgesteld van de tussenkomst van voornoemd Instituut. In dit geval neemt zij zelf de organisatie van deze opleidingen op zich en reikt zij de aanwezigheidsattesten af onder toezicht van de inspectie.

De Regering legt de procedure vast voor de behandeling van de aanvragen om afwijking.

Art. 9. Onverminderd artikel 16 van het organisatiedecreet en op grond van een met redenen omkleed voorstel van de Commissie bedoeld in artikel 20 over de keuzes van de personen die de opleidingen zullen geven, kiest en belast de Regering de opleiders met de opleidingen, onder de voorwaarden en volgens de wijzen die zij bepaalt.

Ingeval men akkoord gaat met het door de Commissie geformuleerde voorstel, brengt de Regering dit zo vlug mogelijk ter kennis van het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Ingeval men niet akkoord gaat met het door de Commissie geformuleerde voorstel, verzoekt de Regering haar om een nieuw voorstel binnen de veertien dagen. Bij onstentenis van een nieuw voorstel of ingeval men niet akkoord gaat met het nieuwe voorstel, kiest en belast de Regering de opleiders met de opleidingen, onder de voorwaarden en volgens de wijzen die zij bepaalt. Zij brengt de Commissie hiervan zo vlug mogelijk op de hoogte.

HOOFDSTUK V. — *Mesoniveau*

Art. 10. Onverminderd artikelen 3 en 4, bepalen het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en ieder vertegenwoordigings- en coördinateorgaan of iedere inrichtende macht die niet is aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinateorgaan, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, ieder wat hem betreft en in naleving van het educatief project en de krijtlijnen van het pedagogisch project, bedoeld in artikelen 63, 64 en 65 van het takendecreet, een opleidingsprogramma, dat bestaat uit minstens het opschrift en de doelstellingen die worden nagestreefd door de opleiding, de doelgroep, de identiteit van de opleiders en de criteria op grond waarvan deze gekozen zijn.

De wijzen voor de bekendmaking en de inschrijvingen voor de opleiding worden bepaald door de Regering.

Art. 11. Ieder opleidingsprogramma wordt, volgens de wijzen bepaald door de Regering, ter advies voorgelegd aan de in artikel 20 bedoelde Commissie en nadien ter goedkeuring aan de Regering.

Ingeval men niet akkoord gaat met een opleidingsprogramma of een deel ervan dat wordt voorgesteld door een vertegenwoordigings- en coördinateorgaan of door een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinateorgaan, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, verzoekt de Regering om een nieuw voorstel binnen de veertien dagen.

HOOFDSTUK VI. — *Microniveau*

Art. 12. § 1. Ieder opvoedingsteam komt samen om, op een door de Regering bepaalde wijze, een opleidingsplan uit te werken.

Dit opleidingsplan moet minstens :

1° de gewenste lijnen uittekenen inzake opleiding;

2° samenhang vertonen met het in artikel 67 van het takendecreet bedoelde inrichtingsproject.

§ 2. De directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen, organiseren de opleidingen, op grond van het (de) opleidingsplan(nen) die door hun opvoedingsteam(s) werd(en) uitgewerkt.

Voor de toepassing van het eerste lid kan de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen, wat de organisatie van de opleidingen betreft, zich verlaten op het vertegenwoordigings- en coördinateorgaan waarbij zij is aangesloten.

§ 3. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap is de organisatie van de opleiding van het microniveau onderworpen aan het advies van het basisoverlegcomité.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs is de organisatie van de opleiding van het microniveau onderworpen aan het advies van de lokale paritaire commissie.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs gebeurt de organisatie van de opleiding van het microniveau overeenkomstig de bepalingen met betrekking tot de ondernemingsraden, of, bij gebrek hieraan, het comité voor de arbeidsbescherming, of, bij gebrek hieraan, in de lokale overlegorganen, of, bij gebrek hieraan, met de vakorganisaties.

De wijzen voor de bekendmaking en de inschrijvingen voor de opleiding worden bepaald door de Regering.

Art. 13. § 1. De directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen, kiezen en belasten de opleiders met de opleidingen en dit aan de voorwaarden en volgens de wijzen die de Regering bepaalt.

§ 2. De directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen, kunnen ontmoetingsacties op het getouw zetten zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet over het welslagen op school en dit aan de voorwaarden en volgens de wijzen die de Regering bepaalt. Deze acties zijn gelijkgesteld met opleidingen.

HOOFDSTUK VII. — *Personeelsleden met opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 14. De personeelsleden die een opleiding volgen, worden geacht in actieve dienst te zijn gedurende deze opleiding.

De personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn bij gebrek aan betrekking en die de opleiding volgen, worden tijdelijk terug in actieve dienst geroepen.

Art. 15. § 1. De opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 2°, zijn toegankelijk, aan dezelfde toegangsvoorwaarden, voor elk personeelslid, ongeacht de school waarin dit lid zijn prestaties verricht.

§ 2. De mannelijke of vrouwelijke kandidaten voor een post van personeelslid, die niet tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn, kunnen de opleidingen volgen die georganiseerd worden overeenkomstig artikel 3, § 1, aan de voorwaarden die de Regering bepaalt.

Art. 16. Wat de leerlingen betreft van de personeelsleden die een opleiding volgen tijdens de loopbaan, beslissen de directeur of de directrice, in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, onverminderd artikel 16 van het organisatiedecreet, of de lessen behouden of vervangen worden.

Als de lessen behouden worden, worden deze personeelsleden vervangen, volgens de wijzen bepaald door de Regering, door andere personeelsleden, door hiertoe tijdelijk aangestelde of aangeworven personeelsleden of door studenten die hun stage lopen in het raam van de samenwerkingsakkoorden zoals bedoeld in artikel 23 van het decreet van 12 december 2000 tot vaststelling van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten.

Als de lessen worden vervangen, worden pedagogische animatieactiviteiten georganiseerd om de leerlingen te begeleiden en dit aan de voorwaarden en volgens de wijzen bepaald door de Regering.

Art. 17. Op het einde van de opleiding wordt een aanwezigheidsattest uitgereikt, in de gevallen en volgens de wijzen bepaald door de Regering.

HOOFDSTUK VIII. — *Opleiders*

Art. 18. § 1. Wanneer een personeelslid opleider is, mag hij per opleidingsjaar niet meer dan twintig halve dagen opleiding geven tijdens zijn lesopdracht, behalve als hij met verlof is wegens opdracht in het belang van het onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die een opleiding geven, worden geacht in actieve dienst te zijn tijdens deze opleiding.

De personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn bij ontstentenis van betrekking kunnen een opleiding geven. De duur hiervan is gelijkgesteld met het tijdelijk terugroepen in actieve dienst of met het terugroepen in dienst.

Art. 19. De opleiders zijn :

1° de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, de inspectiediensten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra;

2° de algemene dienst van de Pedagogische Zaken, van het Onderzoek inzake opvoeding en van de Begeleiding van het onderwijs dat is ingericht door de Franse Gemeenschap;

3° de "opdrachthouders", overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet over het verlof wegens opdracht;

4° de pedagogische animatoren, overeenkomstig artikel 6, § 1, tweede lid, van het decreet over het welslagen op school;

5° nationale en internationale deskundigen;

6° de universitaire instellingen;

7° de hogescholen;

8° de hogescholen en instituten voor pedagogie;

9° de hogescholen voor kunsten;

10° de hogescholen voor architectuur;

11° de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;

12° de inrichtingen voor onderwijs met beperkt leerplan;

13° de organisaties voor permanente opvoeding en de jeugdorganisaties die erkend zijn door de Franse Gemeenschap;

14° de verenigingen zonder winstoogmerk;

15° de sportfederaties;

16° de vertegenwoordigers van de Raad van Europa, van de Europese Gemeenschap en van de OESO.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de opleiders bedoeld in § 1, 5° en 13° tot 16° daarenboven moeten beantwoorden teneinde hun bekwaamheid om deze opleidingen te verstrekken, na te gaan. Deze voorwaarden zullen onder meer betrekking hebben op de ervaring van de opleider, de opleidingen die hij reeds heeft gegeven, de professionele en financiële garanties die hij biedt.

De Regering bepaalt de wijzen volgens dewelke de personeelsleden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, kunnen belast worden met de opleidingen.

HOOFDSTUK IX. — *Begeleidingscommissie van het door de Franse Gemeenschap ingericht en gesubsidieerd onderwijs*

Art. 20. Naast de taken die haar worden toegekend in artikel 3 van het begeleidingsdecreet, heeft de Begeleidingscommissie als opdracht :

1° evaluatiecriteria uit te werken en toe te sturen naar de Regering over, enerzijds, de geschiktheid van de opleidingen die zijn voorgesteld door de verschillende opleiders ten aanzien van de in artikel 3, § 1, 1°, bedoelde doelstellingen en anderzijds, het Instituut bedoeld in artikel 25, eerste lid, van het decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, toe te laten over te gaan tot hun evaluatie, overeenkomstig artikel 26, eerste lid, 2°, van datzelfde decreet;

2° in haar jaarverslag, een bijzondere titel te wijden aan voorstellen om de in artikel 3, § 1, 1°, bedoelde opleiding aan te passen en te verbeteren. De Commissie zal zich hiervoor baseren op de evaluaties verricht door het in artikel 25, eerste lid, van voormeld decreet bedoeld Instituut;

3° de vrijheid inzake de pedagogische methodes indachtig, voorstellen te formuleren om de samenhang te bevorderen tussen de opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig dit decreet. Deze voorstellen zullen in haar jaarverslag eveneens ondergebracht worden in een bijzondere titel.

Hiertoe zal het Instituut bedoeld in artikel 25, eerste lid, van voormeld decreet, ieder vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan en iedere inrichtende macht die niet is aangesloten bij een van deze organen jaarlijks de evaluatie van de opleidingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, verzenden naar de Commissie.

Ook stuurt iedere inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en iedere inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, jaarlijks, in haar activiteitenverslag, haar evaluatie van de opleidingen gegeven op het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, naar de Begeleidingscommissie.

HOOFDSTUK X. — *Begrotingsmiddelen*

Art. 21. § 1. De kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan worden als volgt verdeeld :

1° 34 % voor de opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°;

2° 31 % voor de opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 2°;

3° 20 % voor de opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 3°;

4° 6 % voor de vervanging van de personeelsleden zoals bedoeld in artikel 16, tweede lid, en de begeleiding van de leerlingen zoals bedoeld in artikel 16, derde lid, georganiseerd op het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 1°;

5° 9 % voor de vervanging van de personeelsleden zoals bedoeld in artikel 16, tweede lid, en de begeleiding van de leerlingen zoals bedoeld in artikel 16, derde lid, georganiseerd op het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 2° en 3°.

§ 2. Voor het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, worden de beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten voor de selectie en de evaluatie van de opleiders en de bezoldigingen van het personeel met uitzondering van de opleiders, geboekt op de kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan. Deze mogen niet meer bedragen dan 10 % van de kredieten bedoeld in § 1, 1°.

Voor het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, worden de beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten voor de selectie en de evaluatie van de opleiders en de bezoldigingen van het personeel met uitzondering van de opleiders, geboekt op de kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan. Deze mogen niet meer bedragen dan 10 % van de kredieten bedoeld in § 1, 2°.

Voor het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, worden de beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten voor de selectie en de evaluatie van de opleiders en de bezoldigingen van het personeel met uitzondering van de opleiders, geboekt op de kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan. Deze mogen niet meer bedragen dan 5 % van de kredieten bedoeld in § 1, 3°.

§ 3. Er wordt, bij beslissing van de Regering, een begrotingsenveloppe vrijgemaakt, als aanvulling op de in § 1 bedoelde kredieten, voor de verplaatsings-, maaltijd- en verblijfskosten die de opleiding meebrengen, en veroorzaakt worden door bijkomende halve dagen zoals vermeld in artikel 7, § 3, derde lid.

Art. 22. Voor de uitvoering van artikel 21, § 1, 2°, worden de kredieten verdeeld onder de Regering, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en de verschillende vertegenwoordigings- en coördinatieorganen of de verschillende inrichtende macht die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, in verhouding tot de gecreëerde of gesubsidieerde arbeidsplaatsen, overeenkomstig hoofdstuk V van het organisatiedecreet, voor het gewoon kleuteronderwijs en van het lestijdenpakket, berekend overeenkomstig hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, voor het gewoon lager onderwijs.

HOOFDSTUK XI. — *Toezicht op de opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 23. De inspectiediensten en de controlediensten staan, elk wat hem betreft, volgens de wijzen bepaald door de Regering, in :

1° voor de verstrekking van de opleiding;

2° voor de naleving van de bepalingen van dit decreet;

3° voor de gepaste aanwending van de toegekende kredieten;

4° voor de daadwerkelijke deelname van de personeelsleden.

Art. 24. Voor de uitvoering van artikel 23 verschafft elke persoon die al dan niet rechtstreeks betrokken is bij de opleiding iedere inlichting die de inspectie- en controlediensten eisen.

Art. 25. Met uitzondering van de inspecteur of de inspectrice van de Franse Gemeenschap, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, mag niemand die een rol speelt bij het toezicht op de opleidingen al dan niet rechtstreeks betrokken zijn als opleider voor de niveaus bedoeld in artikel 3, § 1, 2° en 3°.

HOOFDSTUK XII. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen in de onderwijswetgeving

Art. 26. In artikel 24 van de wet van 29 mei tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« § 2ter. Als de inrichtende macht zich niet richt naar de bepalingen van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen van het gewoon basisonderwijs, dan stuurt de Regering haar een ingebrekestelling via dewelke zij haar verzoekt om zich binnen de dertig kalenderdagen te richten naar voormelde bepalingen en terug rechtmatig te handelen. De Regering kan deze bevoegdheid delegeren naar de functioneel bevoegde minister.

Als de inrichtende macht, na het verstrijken van de termijn van dertig kalenderdagen bedoeld in het eerste lid, niet aangetoond heeft dat zij de nodige maatregelen heeft getroffen om zich te richten naar voormelde bepalingen en om terug rechtmatig te handelen, dan verliest zij, voor de hierna bepaalde duur, het recht op 5 % van de krachtens § 2 toegekende toelagen.

De in het vorig lid bedoelde periode vangt aan op de vervalddag van de dertig kalenderdagen en loopt tot de dag dat de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat zij de nodige maatregelen heeft genomen om zich te richten naar voormelde bepalingen en om terug rechtmatig te handelen. »

Afdeling 2. — Wijziging aan het decreet over het welslagen op school

Art. 27. Artikel 6, § 1, van het decreet over het welslagen op school, wordt aangevuld met het volgend lid :

« Daarnaast en onverminderd artikelen 9, 11 en 13 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor het gewoon basisonderwijs is een aantal pedagogische animatoren, zoals bedoeld in het eerste lid, bepaald in § 2 van dit artikel, belast met de coördinatie en het verstrekken van de opleidingen zoals geregeld in dit decreet. »

Art. 28. In artikel 6 van het decreet over het welslagen op school, wordt § 2 vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Hun aantal bedraagt :

1° 37 in het gesubsidieerd officieel onderwijs, naar rato van 30 voor de opdrachten bedoeld in het eerste lid van § 1, en 7 voor deze bedoeld in het tweede lid van § 1;

2° 37 in het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs, naar rato van 30 voor de opdrachten bedoeld in het eerste lid van § 1, en 7 voor deze bedoeld in het tweede lid van § 1;

3° 8 in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, naar rato van 7 voor de opdrachten bedoeld in het eerste lid van § 1, en 1 voor deze bedoeld in het tweede lid van § 1;

4° 1 in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs, voor de opdrachten bedoeld in het eerste lid van § 1. »

Afdeling 3. — Wijziging aan het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs

Art. 29. In artikel 8 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden "en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs" ingevoegd tussen de woorden "In afwijking van de artikelen 5, § 1, 6, § 1, kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend aan de opleiders, belast met de opleiding tijdens de loopbaan krachtens het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van het gewoon secundair onderwijs" en de woorden "betrekking hebben op minder uren dan vereist is voor een voltijds ambt, maar niet voor minder dan 1/5 van het vereiste aantal".

Afdeling 4. — Wijziging aan het organisatiedecreet

Art. 30. Artikel 16 van het organisatiedecreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 16. De lessen worden opgeschort gedurende maximum zes halve dagen om de personeelsleden toe te laten :

1° deel te nemen aan de twee halve dagen verplichte opleiding zoals bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, 1°, en § 3, tweede lid, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen van het gewoon basisonderwijs. Deze halve dagen opleiding worden verstrekt door de inspectie van de Franse Gemeenschap voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en door de kantonale inspectie, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° deel te nemen aan vier halve dagen verplichte opleiding zoals bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, 2°, en § 3, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering, om een bijkomende dag opleiding te organiseren die is ingegeven door uitzonderlijke omstandigheden en georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 3°, de lessen schorsen gedurende twee halve dagen.

Bij een deeltijdse tewerkstelling is het vast benoemd of in vast verband aangeworven of tijdelijk aangeworven of aangesteld personeelslid enkel verplicht deel te nemen aan de twee halve dagen opleiding zoals bedoeld in het eerste en tweede lid als deze in zijn lesrooster opgenomen zijn.

Tijdens deze dagen moeten de leerlingen niet aanwezig zijn op school. »

Art. 31. In artikelen 18, 19, 20 en 21 van het organisatiedecreet wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. In de veronderstelling zoals bedoeld in artikel 7, § 3, eerste lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs stellen de directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen, het lesrooster van het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid dermate op dat dit lid, over een periode van drie jaar, een halve dag per week vrij krijgt gedurende een schooljaar.

Het eerste lid is niet van toepassing op het personeelslid voor wie het onmogelijk is, over een periode van drie opeenvolgende schooljaren, een halve dag per week vrij te krijgen gedurende een schooljaar; deze onmogelijkheid wordt vastgesteld door de Regering die een standpunt inneemt op grond van het advies van het basisoverlegcomité voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap, door de lokale paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en door de ondernemingsraden, of, bij gebrek hieraan, door het comité voor de arbeidsbescherming, of, bij gebrek hieraan, door de lokale overlegorganen, of, bij gebrek hieraan, door de vakbondsdelegaties in het gesubsidieerd vrij onderwijs. Op deze overlegorganen wordt beroep gedaan op initiatief van de directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en door de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen. »

Art. 32. Er wordt in het organisatiedecreet een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23bis. In de veronderstelling zoals bedoeld in artikel 7, § 3, eerste lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs wordt het lesrooster van de directeur of de directrice die een volledig lesrooster hebben, dermate opgesteld dat zij, over een periode van drie jaar, een halve dag per week vrij krijgen gedurende een schooljaar.

Het eerste lid is niet van toepassing op de directeur of de directrice met een volledig lesrooster, voor wie het onmogelijk is, over een periode van drie opeenvolgende schooljaren, een halve dag per week vrij te krijgen gedurende een schooljaar; deze onmogelijkheid wordt vastgesteld door de Regering die een standpunt inneemt op grond van het advies van het basisoverlegcomité voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap, door de lokale paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en door de ondernemingsraden, of, bij gebrek hieraan, door het comité voor de

arbeidsbescherming, of, bij gebrek hieraan, door de lokale overlegorganen, of, bij gebrek hieraan, door de vakbondsdelegaties in het gesubsidieerd vrij onderwijs. Op deze overlegorganen wordt beroep gedaan op initiatief van de directeur of de directrice, voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen, en door de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen. »

Afdeling 5. — Wijziging van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd

Art. 33. Artikel 9 van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. In het basisonderwijs organiseert de het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het personeel die in overgangsklassen staan of willen staan. »

Afdeling 6. — Wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap

Art. 34. De woorden "de decreten van 24 december 1990 en van 16 juli 1993" van artikel 3, eerste lid, 4°, van het begeleidingsdecreet worden vervangen door de woorden "het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan. »

HOOFDSTUK XIII. — Slotbepalingen

Art. 35. Het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra wordt opgeheven wat betreft de opleiding tijdens de loopbaan in het gewoon basisonderwijs.

Art. 36. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2002, behoudens artikel 35 dat in werking treedt op 1 juli 2003.

De opleidingen die voorlopig in het gewoon basisonderwijs georganiseerd worden voor de schooljaren 2001-2002 en 2002-2003 zijn dit overeenkomstig het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra.

De opdrachten van het Instituut zoals bedoeld in artikelen 3, § 1, 2°, 10, eerste lid, en 20, tweede lid, worden voorlopig uitgevoerd door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 11 juli 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'O.N.E.',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) Zitting 2001-2002.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 277-1 - Commissieamendementen, nr. 277-2. - Verslag, nr. 277-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 juli 2002.